

6 Conditions de travail:
Un creux démographique
et des ressources en baisse

9 Éditorial: Québec investit
en éducation... Vraiment?

10 Lutttes syndicales: Le Conseil
central appuie la lutte des
chauffeurs d'autobus scolaires

12 Syndicalisme: 2^e camp
de formation de Lutte commune

VIE LOCALE

La partie immergée de l'iceberg

LA SANTÉ PSYCHOSOCIALE DE NOS ÉTUDIANTS

Entrevue avec Isabelle Queval

Propos recueillis par CHRISTIAN GOYETTE
Enseignant en sociologie et directeur au SPECA



Anxiété de performance, stress, épisodes dépressifs, difficultés familiales, dépendances aux stupéfiants ou aux écrans, etc. La santé psychique et sociale a indéniablement un impact sur les capacités de tout un chacun à réaliser ses tâches – et c'est évidemment le cas pour nos étudiants. Pour nous aider à mieux comprendre le profil psychologique des étudiants du Collège et leur vécu, nous avons réalisé cette entrevue avec Isabelle Queval, psychologue au service de santé et d'aide psychosociale du Collège depuis plus de 8 ans.

Christian Goyette: Peux-tu d'abord nous présenter brièvement le service au sein duquel tu travailles au Collège?

Isabelle Queval: Notre équipe est composée de trois psychologues, d'une travailleuse sociale, d'une infirmière et de deux techniciennes en travail social. Les étudiants qui viennent nous voir sont souvent référés par d'autres acteurs du Collège, par exemple un ami ou un enseignant, et d'autres vont se présenter d'eux-mêmes. Dans un premier temps, ils vont remplir une demande de service dans laquelle ils expliquent brièvement leurs motifs de consultation. Ensuite, ils sont rencontrés par notre technicienne en

travail social pour un triage, c'est-à-dire une évaluation de leur situation et de leurs besoins, de façon à pouvoir les diriger vers les bonnes ressources, à l'interne ou à l'externe. Dans notre service, nous offrons des suivis à court terme (5 rencontres), mais nous référons bien sûr aux autres services pertinents du Collège, tels que le SAIDE, le service d'orientation, etc. D'autre part, plusieurs ressources existent à l'extérieur, auxquelles nous devons référer de nombreux cas : ceux qui ont besoin d'un suivi psychologique à long terme seront référés au CLSC ou en pratique privée pour ceux qui ont accès aux assurances de leurs parents. Ceux qui éprouvent des difficultés à se trouver un emploi en lien avec des problèmes de santé mentale vont être référés à Carrefour jeunesse-emploi, ceux qui vivent dans un contexte de violence intrafamiliale peuvent être référés à des organismes spécifiques, tout comme ceux

qui ont des troubles alimentaires, les victimes d'actes criminels, et ainsi de suite selon les situations vécues. Les problématiques rencontrées sont très diverses, on rencontre de tout dans notre grand Collège, des cas les plus simples aux plus lourds et complexes.



Isabelle Queval, psychologue au service de santé et d'aide psychosociale du Collège

CG: D'accord, mais si on s'en tient à ce qui caractérise de façon typique nos étudiants, que peut-on dire?

IQ: Une première chose à considérer, c'est que leur cerveau est généralement encore en formation. Comparativement à un cerveau adulte, on considère qu'à 17-18 ans le cerveau est développé à 80% et que la maturation du 20% restant va se poursuivre jusqu'à 20-25 ans, ce qui tarde plus encore chez les garçons. Le cortex préfrontal est encore en processus de maturation et cette région du cerveau correspond au raisonnement et au jugement, ainsi qu'à la planification, au sens des responsabilités, à la capacité de priorisation et la maîtrise des impulsions. De plus, ce développement cognitif a lieu en parallèle avec une explosion hormonale qui s'exprime par un besoin de découverte, la recherche d'intensité et du risque, l'affirmation de soi. On considère qu'ils ont alors besoin de guides et de limites sécurisantes, pour orienter et canaliser tout ça. On utilise parfois l'image d'une Ferrari au moteur puissant mais ne disposant pas de GPS ni de freins efficaces pour illustrer cette dynamique.

CG: Donc, ces développements cognitifs et biologiques ont un fort impact sur leurs comportements ?

IQ: Oui, et leurs besoins psychosociaux évoluent grandement à cette période de leurs vies qui est marquée par le changement. Après avoir traversé l'enfance et tenté d'obtenir des réponses adéquates à leurs besoins de sécurité (présence, constance et bienveillance), les jeunes ados-adultes ont besoin de pouvoir se différencier, s'affirmer, s'individualiser, ce qui se réalise souvent dans une relation d'opposition qui idéalement prend place dans un climat de confiance. Ils doivent sentir qu'ils ont le droit d'être différents sans que le lien social soit menacé, et ce en particulier dans la relation à la figure d'autorité (parent, enseignant ou autre). La famille n'est cependant pas toujours réceptive à ce besoin d'affirmation, certains contextes familiaux sont difficiles et certaines familles sont enclines à vouloir imposer des choix de vie à leurs jeunes, ce qui peut affecter le lien familial et le développement psychosocial du jeune. Certains doivent ainsi malheureusement faire un choix déchirant de renoncer à leurs liens familiaux ou encore à leur propre individualité, ce qui implique alors un deuil majeur, de l'anxiété, un possible état dépressif ou de révolte. Évidemment, ceci peut entraîner une attitude d'opposition qui prend souvent des allures déplaisantes, qu'on parle d'agressivité, d'irritabilité ou d'arrogance, mais il faut garder en tête que cela peut découler des fragilités d'une jeune personne en plein développement. C'est la partie immergée de l'iceberg: on ne voit que la partie visible, on ne sait pas vraiment ce qui se cache dessous. Il est facile d'oublier qu'à ce stade de leur jeune vie, ils sont à la fois en quête d'autonomie et en pleine exploration identitaire, avec l'immensité des choix et des possibilités que cela implique. Ils ont besoin d'une distanciation face à leurs parents et de s'identifier à un nouveau groupe d'appartenance et, en ce sens, ils ont besoin de modèles sains et de repères significatifs. Le milieu scolaire joue dans ce contexte un rôle primordial.

On sait aussi que l'expérience actuelle de la jeunesse tend à changer par rapport aux générations précédentes: leurs études sont souvent plus longues, menées en même temps que des emplois divers, et les projets de couple et de famille sont reportés. Certains chercheurs de l'Université du Massachussets, autour du Dr Arnett, appellent l'*âge adulte émergent* cette étape dans le parcours de vie, à la frontière entre l'adolescence et l'âge adulte.

CG: Et quelles sont les principales difficultés psychosociales qui sont rencontrées au cégep ?

IQ: Si on souhaite un portrait global, représentatif de l'ensemble des étudiants, on peut recourir aux statistiques d'une étude réalisée en 2014 dans 8 cégeps¹. Selon cette étude, 34% vivent souvent de l'anxiété. À ce sujet, il importe de voir qu'un même symptôme, l'anxiété, peut trouver sa source, dépendamment des étudiants, dans des problématiques totalement distinctes les unes des autres et qui, en ce sens, requièrent des interventions très différentes et difficiles à détecter à première vue. Là encore, le symptôme n'est que la pointe de l'iceberg. Ainsi, certains étudiants vivent de l'anxiété de performance, et vont sous-estimer leurs capacités à réussir une évaluation, voyant le résultat comme un jugement ultime sur leur personnalité plutôt qu'une évaluation de leurs compétences dans le cadre bien précis d'un cours. Dans ces cas, il faut outiller l'étudiant en gestion du stress, l'aider à dédramatiser la situation, à réaliser que ce sont seulement ses compétences académiques qui sont évaluées. Dans d'autres cas d'anxiété, la situation est toute autre, car elle est causée par le fait que l'étudiant n'est effectivement pas outillé, par exemple cognitivement, pour réaliser la tâche à réaliser, ou les différentes tâches à réaliser en simultanément, si on parle d'un stage. Dans de tels cas, il faut parfois les accompagner dans le deuil de la formation dans laquelle ils se sont engagés, les aider à trouver une autre piste plus accessible et réaliste tout en étant épanouissante.

Ensuite, l'étude indique que 17,5% des étudiants vivent une importante détresse psychologique, et donc qu'ils vont ressentir des émotions négatives de façon persistante. C'est évidemment considérable et significatif. Autre chose importante, elle révèle que de 15 à 20% souffrent d'un trouble mental en développement, ce qui nous renvoie au fait qu'on est à l'âge de début de plusieurs maladies mentales. Ces maladies en développement divers, qu'on parle de bipolarité, de schizophrénie, qui peut être induite par le cannabis, sont la première cause d'hospitalisation des jeunes de cet âge.

¹ CAPRES, 2014, *Enquête concernant les besoins des étudiants à l'égard des services psychosociaux dans le réseau collégial* (8 cégeps).

Autre fait révélé par cette étude: le quart de nos jeunes vivent les conséquences négatives d'une consommation d'alcool ou de drogue. Il faut comprendre que, pour certains, il s'agit d'une forme d'automédication, le cannabis ou l'alcool pouvant servir à réduire le stress et l'anxiété. Pour d'autres, ceux qui travaillent la nuit, une dose d'amphétamines ou de cocaïne peut permettre de garder assez éveillé pour réaliser et réussir l'examen. Enfin, on observe comme ailleurs une nette augmentation des cas dépistés de trouble déficitaire de l'attention, avec ou sans hyperactivité (TDA/H) et de ceux du spectre de l'autisme (TSA).

Enfin, comme le suicide est toujours malheureusement la deuxième cause de décès chez les jeunes de 15 à 24 ans, après les accidents, cette réalité au Collège nous préoccupe grandement. Nous devons constamment intervenir pour agir en prévention et en intervention de crise face à des étudiants envahis par un sentiment d'impuissance, de honte ou de désespoir. Heureusement, nous arrivons généralement, avec l'aide de partenaires internes et externes, à tisser des filets de sécurité autour d'eux et à susciter ou amorcer avec eux une démarche d'aide vers le rétablissement, l'épanouissement et l'espoir.

CG: Depuis que tu es au Collège, vois-tu un changement dans les cas qui se présentent à vous?

IQ: Je dirais qu'on constate surtout une augmentation de la lourdeur et de la complexité des cas. Dans plusieurs cas, quand on creuse au-delà des premiers symptômes, on trouve des problématiques auxquelles on ne

s'attendait pas. Par exemple, un étudiant brillant pour qui le français est la cinquième langue, qui échoue ses cours mais reste déterminé. Quand on l'a finalement référé, des spécialistes lui ont diagnostiqué un trouble d'apprentissage bien particulier, qui cause des limitations cognitives qui n'avaient jamais été détectées auparavant chez ce jeune brillant et motivé. Parfois aussi arrivent des étudiants qui ont bénéficié, lors de leurs études secondaires, de certains accommodements liés à des difficultés d'apprentissage, mais qui n'ont pas obtenu de diagnostic clair et qui, à ce titre, ne peuvent bénéficier des services du SAIDE. Encore une fois, ces difficultés ne sont pas toujours des difficultés d'apprentissage au sens strict du terme et nous renvoient parfois à des problématiques liées aux troubles neurologiques comme par exemple les TSA, le syndrome de Gilles de la Tourette, la dyspraxie, etc.

CG: Qu'en est-il des difficultés qu'on pourrait plutôt qualifier de relationnelles ou sociales ?

IQ: Plusieurs étudiants nous rencontrent pour des difficultés familiales ou relationnelles, notamment amoureuses. D'ailleurs, dans l'étude citée plus tôt, on avait remarqué que les jeunes à faible revenu ainsi que les filles sont plus à risque de connaître des difficultés psychosociales. En plus de ce qui découle des conséquences sociales de la précarité, on rencontre aussi régulièrement des cas de cyberdépendance, de criminalité, d'agressions physiques et sexuelles, des grossesses, etc. Il faut peut-être ajouter que plusieurs de nos jeunes travaillent beaucoup. Certains pour se payer des biens de consommation dispendieux

(ex. cellulaires, voitures) – c'est parfois le cas – mais plusieurs se trouvent aussi dans des situations familiales difficiles, par exemple certains des étudiants provenant de l'immigration qui se trouvent à jouer, de facto, un rôle parental ou financier, soit parce qu'un parent est absent, qu'il est déclassifié (diplôme non reconnu) ou alors parce que les parents n'arrivent pas à s'exprimer correctement en français et ne peuvent donc pas s'occuper des démarches auprès des différentes institutions, aller aux rencontres de parents des plus jeunes de la famille, etc.

DÉMARCHE EN QUATRE TEMPS

1. Rencontrer l'étudiant et lui partager des observations objectives (pas de déni ou de jugement) sur son comportement, sur l'impact potentiel sur ses études et initier un questionnaire sur le sens de ce comportement.

Ex. «J'observe que tu... t'absentes de cours, somnoles en classe, soupires souvent, a des propos morbides, etc..., j'ai l'impression que cela peut nuire à tes études (ou à celle des autres), qu'en penses-tu?»

2. L'écouter et refléter/valider son expérience subjective (pas d'avis ou de conseil).

Ex. «Ce que je comprends, c'est que tu vis...»

3. Partager sa propre préoccupation/inquiétude et ses limites (compétences et rôle, pas de partage de son expérience de vie).

Ex. «Ta situation me préoccupe et comme ce n'est ni mon rôle ni mon expertise, je t'invite à...»

4. Référer et accompagner vers les ressources appropriées. Voir l'arbre décisionnel (page suivante).

CG: Tu as évoqué la cyberdépendance, au moment même où des études sont publiées qui soutiennent que la surutilisation des cellulaires, et des écrans, est néfaste pour le développement cognitif. Qu'en penses-tu?

IQ: Oui, c'est clair, et on est face à une tendance lourde, qui ne touche pas que les jeunes mais qui a effectivement un plus grand impact chez eux que chez les adultes, particulièrement chez ceux qui souffrent déjà de difficultés attentionnelles. On s'habitue aux écrans, on s'habitue à être constamment sollicité et surstimulé et, quand on ne l'est pas, on ne tolère plus le manque d'animation, l'ennui, qui sont pourtant nécessaires à la créativité. La lecture de livres apparaît moins stimulante, plus ardue. Selon des études, certaines applications sont plus susceptibles de consolider la dépendance, en particulier celles qui offrent un défilement vertical infini, comme Facebook, et c'est sans parler des notifications qui nous signalent, à tout instant, les activités en ligne des membres de notre entourage web.

CG: Et nous, comme profs, quel rôle peut-on jouer ?

IG: Des études dans le monde de la thérapie démontrent que le relationnel est primordial pour la réussite d'une démarche en psychothérapie. Même si je n'ai pas consulté d'études semblables en éducation, il me semble assez juste de faire un parallèle avec la relation entre

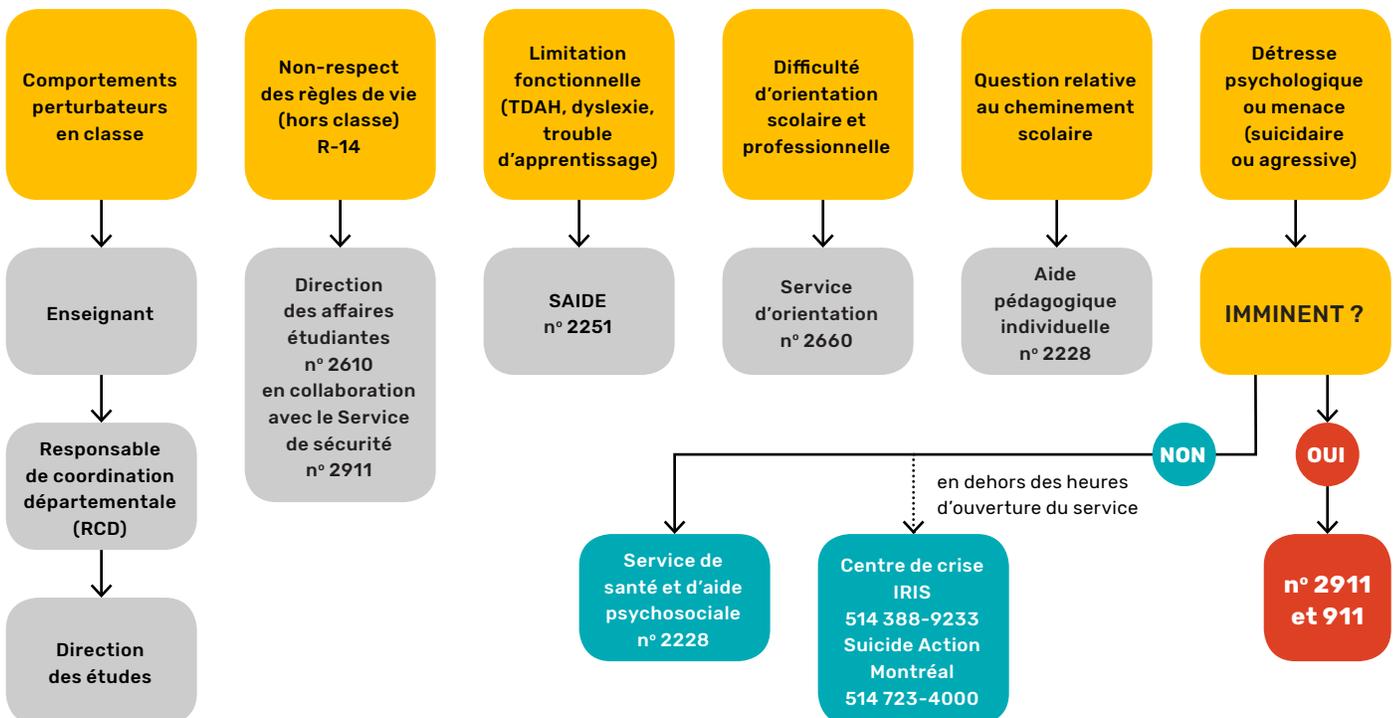
profs et étudiants. D'ailleurs, ils le disent souvent, quand ils disent qu'ils aiment tel prof: le lien social, la relation, compte souvent encore plus que le contenu. Vont-ils se rappeler du contenu s'ils n'ont pas été touchés? On peut en douter. On peut d'ailleurs se poser la question: qu'avons-nous retenu de nos études? La relation aux profs n'a-t-elle pas joué un grand rôle?

CG: Et si on est face à des étudiants qu'on pense être en difficulté psychosociale, que devrait-on faire?

IG: C'est une question délicate et importante, qu'on nous pose régulièrement. Il est certain qu'à cet égard vous êtes pour nous des alliés, des intervenants de première ligne. Ce n'est évidemment pas votre rôle d'entreprendre une intervention psychosociale, mais vous pouvez bien évidemment jouer un rôle d'antenne, de modèle et de guide positif pour les étudiants. Ce que l'on suggère aux enseignants qui nous posent cette question est une démarche en quatre temps (voir encadré p. 4), et une analyse de la nature du problème afin d'aiguiller l'étudiant-e vers les ressources appropriées (voir l'arbre décisionnel ci-dessous). ■

Cette entrevue reprend plusieurs éléments de la présentation qu'Isabelle Queval a réalisée lors de la journée pédagogique du 19 janvier 2017.

ARBRE DÉCISIONNEL



CONDITIONS DE TRAVAIL

Un creux démographique et des ressources en baisse

IL Y A DE LA LUMIÈRE AU BOUT DU TUNNEL

Par ALAIN LONG

Enseignant en biologie et président du SPECA

Nous en avons parlé à quelques reprises au cours des dernières années, le Québec connaît depuis 2012 une diminution de la cohorte des jeunes de 18 à 20 ans, et donc du principal bassin de recrutement des effectifs du collégial. Nous avons même organisé une rencontre, en juin 2014, à l'intention de tous les enseignants non permanents pour leur donner l'heure juste sur cette baisse susceptible d'avoir un impact significatif sur leurs perspectives de carrière dans l'enseignement collégial.

L'objectif de ce billet n'est pas d'alarmer à nouveau ces mêmes personnes – nous avons même, à moyen terme, des raisons de nous faire rassurant. Mais, sans avoir la prétention de faire une analyse scientifique de l'état de la démographie au Québec et de son impact sur les inscriptions au collégial, nous estimons qu'il convient de faire le point sur ce sujet au meilleur de nos connaissances, particulièrement à l'égard de notre réalité locale. Comprendre une réalité difficile ne la rend pas plus facile à vivre, mais ça aide à l'accepter et, surtout, à prendre les décisions qui s'imposent quand on fait face à la précarité.

DES BAISSÉS D'INSCRIPTIONS ANNONCÉES



En 2013, la démographie annonçait des années sombres pour les cégeps du Québec qui, selon les analyses du Ministère de l'enseignement supérieur, allaient vivre des baisses marquées d'inscriptions jusqu'en 2020. La situation était particulièrement préoccupante en région, mais les cégeps urbains ne seraient pas épargnés non plus. Et comme le financement des ressources enseignantes est directement proportionnel au nombre d'étudiants inscrits, il y avait lieu, pour plusieurs enseignants, de s'inquiéter sérieusement.

Au Collège Ahuntsic, on nous prédisait une perte de 600 étudiants entre l'automne 2012 et l'automne 2017, soit près de 10% de notre effectif à l'enseignement régulier! Or, nous avons plutôt constaté que le nombre d'inscrits s'est maintenu. Comment expliquer que

la baisse annoncée ne se soit pas réalisée? Plusieurs hypothèses sont envisageables et plusieurs facteurs sont certainement en cause. Une immigration plus importante qu'anticipée est vraisemblablement un de ces facteurs. L'augmentation du taux de diplomation au secondaire en est un autre (pensons à l'arrivée massive au collégial des étudiants en situation de handicap).

Évidemment, il y a lieu de se réjouir que le nombre d'étudiants inscrits au Collège se soit maintenu. Mais les démographes du Ministère ne se sont pas simplement fourvoyés et il appert, malheureusement, que le creux démographique pourrait nous avoir affecté indirectement. En effet, si le nombre des étudiants qui s'inscrivent à l'enseignement régulier n'a pas baissé, le comportement de ces étudiants, lui, a changé, car ils s'inscrivent en moyenne à moins de cours que ceux d'il y a 5 ans. Est-ce parce que nous attirons des étudiants différents? Est-ce une caractéristique spécifique de cette nouvelle génération d'étudiants? Difficile à dire. Et, jusqu'à un certain point, la réponse à cette question n'est pas essentielle pour cerner le problème très concret auquel ce nouveau comportement nous confronte: les ressources enseignantes baissent et le nombre d'emplois disponibles diminue.

LA BAISSÉ DES RESSOURCES ENSEIGNANTES

Pour comprendre comment un tel changement de comportement peut affecter les ressources enseignantes, il faut savoir que leur financement n'est pas fondé directement sur le nombre d'étudiants inscrits, mais plutôt sur la « période étudiant semaine » (PES), une PES correspondant à une heure de cours par semaine suivie par un étudiant. Ainsi, pour que les ressources enseignantes totales se maintiennent, il ne suffit pas que le Collège conserve un même nombre d'étudiants, il faut aussi que chaque étudiant s'inscrive, en moyenne, à autant de périodes par semaine. Et comme ce ne fut pas le cas, nous avons observé, au fil des ans, une baisse significative du nombre de PES totales au Collège et, conséquemment, des ressources enseignantes dont nous disposons.

Bien que moins important, un autre phénomène est aussi susceptible d'avoir eu un impact à la baisse sur les ressources: il s'agit du déplacement des étudiants de certains programmes vers d'autres. En effet, comme le financement varie d'un programme à l'autre, un déplacement des inscriptions à partir de programmes qui génèrent beaucoup de ressources vers des programmes qui en génèrent moins entraîne nécessairement une baisse du financement global du Collège, même si les inscriptions totales se maintiennent. Et nous avons observé cela au cours des dernières années avec, notamment, une baisse marquée des inscriptions dans les techniques de la santé, baisse qui a été compensée par des augmentations d'inscriptions dans des programmes « moins payants » (où chaque PES génère moins de ressource), tels que les cours de mise à niveau (*Accueil et intégration*) et les techniques administratives et juridiques.

En 2013-2014, nous comptons 300 000 PES qui généraient 500 ETC (équivalents temps complet) au Collège. Depuis, ces valeurs diminuent graduellement à raison de quelques ETC par année. Et le phénomène va en s'accélégrant depuis 2 ans. En 2016-2017, nous avons encaissé une baisse de 8 ETC et nous prévoyons que cette année, on verra au moins 10 ETC retranchés. Si les prévisions s'avèrent justes, nous pourrions terminer 2017-2018 à 285 000 PES et 475 ETC, une baisse de 5% par rapport à 2013-2014, dans les deux cas.

Le Collège reçoit moins de financement pour engager des enseignants et cela a des impacts très concrets: il y a moins de travail pour les enseignants non permanents et, dans certaines disciplines davantage touchées, des enseignants permanents ont été mis en disponibilité.

UNE EMBELLIE EN VUE, ET DE L'ESPOIR À L'HORIZON!

À quand la fin de cette période difficile? Nous avons bon espoir de voir les baisses des deux dernières années s'interrompre dès l'an prochain. Les démographes nous annoncent en effet que nous sommes actuellement au plus bas du creux démographique et, selon les prévisions de 2013, les inscriptions devraient se maintenir en 2018-2019 avant de repartir à la hausse à compter de 2019-2020. Lentement d'abord, mais de plus en plus rapidement ensuite. Les années 2022-2023 et suivantes seront même marquées par un véritable boom démographique qui outrepassera significativement la capacité d'accueil du Collège!

Évidemment, tout cela relève de conjectures et il convient d'être responsable en prenant avec un grain de sel les prévisions des démographes. Nous n'avons en effet aucune garantie que la baisse des ressources enseignantes soit terminée à court terme, et même si ce devait être le cas, il n'est pas exclu qu'elle se poursuive dans certains programmes précis. Pensons aussi que les cégeps ont eu 35 ans en 2002 et que cette décennie-là a été marquée par une vague d'embauche sans égal depuis les années 60 et 70. Dans plusieurs disciplines, les enseignants engagés au tournant du siècle ont obtenu une permanence assez rapide parce qu'ils ont eu accès aux postes laissés vacants par les retraités qui avaient débuté leur carrière à la création des cégeps. Mais ceux qui les ont suivis ont surtout été engagés sur des charges de remplacement générées par tous ces «jeunes» permanents qui fondaient leur famille. Sauf qu'après 15 à 20 ans de carrière, leurs enfants sont grands, ils prennent globalement moins de congés, et ils sont encore bien loin de la retraite. Pour les enseignants non permanents qui les ont suivis, cela signifie qu'il y a, à la fois, moins de charges de remplacement disponibles et peu de perspectives de bénéficier d'une ouverture de poste. Cela signifie malheureusement pour eux davantage de précarité.

Personne n'a de boule de cristal, mais il y a lieu d'être optimiste. Pour les quelques enseignants permanents mis en disponibilité, bien sûr, mais aussi, et surtout, pour les nombreux enseignants non permanents qui, après avoir eu du travail pendant des années, doivent aujourd'hui faire face à l'incertitude, voire au chômage, alors qu'ils auraient été en droit de s'attendre à ce que leur condition s'améliore. Si j'ai un message à leur livrer, c'est de ne pas perdre espoir et de s'accrocher, parce que les écoles primaires et secondaires du Québec débordent actuellement. Et que ces jeunes vont commencer à arriver dans les cégeps bientôt! ■

NOUS AVONS BON
ESPOIR DE VOIR
LES BAISSSES DES DEUX
DERNIÈRES ANNÉES
S'INTERROMPRE DÈS
L'AN PROCHAIN.

À lire aussi sur ce sujet: *Professeurs cherchent groupes*. Le Devoir, samedi 3 février 2018.

<http://www.ledevoir.com/societe/education/519236/cegep-professeurs-cherchent-groupes>

ÉDITORIAL

Québec investit en éducation... Vraiment?

Par ALAIN LONG

Enseignant en biologie et président du SPECA



Vous avez peut-être remarqué cette affiche grise sur le terrain du Collège? D'abord située au coin de Saint-Hubert et Émile-Journault, devant le CPE, elle a été déplacée en novembre à côté de l'entrée du stationnement qui donne sur la rue Legendre. Sans être très tape à l'œil, elle clame fièrement toute l'importance que l'actuel gouvernement du Québec accorde à l'éducation en se targuant d'un investissement de 750 000 \$ au Collège.

Pour la plupart des employés qui se souviennent très bien de l'austérité libérale, il y a quelque chose d'un peu révoltant à voir ce gouvernement faire une telle promotion. En effet, après avoir coupé plus de 2 millions dans les budgets de fonctionnement du Collège et, donc, dans les emplois et les services, comment pourrions-nous nous réjouir de le voir remettre une fraction de cet argent dans... les bâtiments?!

Mais il y a pire. Indignés et, avouons-le, un peu intrigués, nous avons posé la question directement au Collège. Et sa réponse nous a laissés pantois. En effet, l'affiche réfère à un investissement que le Collège a fait à même ses propres budgets d'immobilisation pour lui permettre d'obtenir une subvention fédérale de 650 000 \$ qui lui a permis (et c'est la seule bonne nouvelle dans cette histoire) de financer la réfection de laboratoires dans le bloc T. Québec n'a pas mis un seul sou dans ce projet! À part le coût de l'affiche, bien sûr. Mais comme le Collège est financé par Québec, il semblerait que ça donne le droit au gouvernement libéral de se concocter une belle petite pub pour montrer aux citoyens du comté de Marie Montpetit combien il a l'éducation à cœur...

Il y a comme un parfum préélectoral un tantinet nauséabond dans l'air, vous ne trouvez pas? ■

UN MESSAGE DU COMITÉ D'ACTION ET DE CONCERTATION EN ENVIRONNEMENT

MODULE DE COVOITURAGE SUR OMNIVOX

Vous venez au Collège en voiture et vous êtes tannés des embouteillages et des dépenses liées au transport? Faites d'une pierre deux coups: en faisant du covoiturage, vous contribuez à réduire la congestion et la pollution tout en économisant!

Il existe maintenant un module de covoiturage pour les employés du Collège sur Omnivox! Vous pouvez vous y inscrire en tant que conducteur, passager ou les deux. Bref, si vous pensiez planifier vos déplacements autrement (ou que ça vous donne le goût de le faire!), sachez que ça existe!



LUTTES SYNDICALES

Le Conseil Central appuie la lutte des chauffeurs d'autobus scolaires

EN ROUTE VERS LE RESPECT

ATTENDU l'importance du service de transport scolaire qui permet à plus de 520 000 élèves de se rendre à l'école quotidiennement ;

ATTENDU QU'il est nécessaire d'offrir un service de qualité aux élèves et à la population en assurant la pérennité du transport scolaire ;

ATTENDU QUE le financement provenant du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MÉLS) ne permet pas aux commissions scolaires de consentir aux transporteurs des contrats leur permettant d'offrir à leurs salarié-es des conditions de travail décentes qui correspondent à l'importance de leurs responsabilités ;

ATTENDU les conclusions du rapport final du Comité d'évaluation de l'emploi qui reconnaît la valeur du travail des conductrices et conducteurs de véhicules de transport scolaire ;

ATTENDU QUE le gouvernement reste muet face aux conclusions de ce rapport qui a évalué la hauteur du salaire qui devrait être versé aux conductrices et conducteurs de véhicules scolaires ;

ATTENDU QU'il y a actuellement une pénurie de main-d'œuvre de conductrices et de conducteurs d'autobus scolaires et que cela est principalement dû aux mauvaises conditions de travail ;

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CONSEIL CENTRAL DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN-CSN DU 6 DÉCEMBRE 2017

Lors de cette assemblée, des représentants du Secteur transport scolaire et de la FEESP-CSN sont venus nous faire part des très mauvaises conditions dans lesquelles œuvrent les conductrices et conducteurs en transport scolaire : même si leurs responsabilités en matière de sécurité et de gestion des relations entre les enfants sont considérables (faire la discipline, intervenir en cas d'intimidation ou de batailles, etc.), leur rémunération est faible (inférieure à celle d'autres conductrices et conducteurs d'autobus, notamment en transport urbain et interurbain) et, leurs heures de travail étant entrecoupées, nombreux sont celles et ceux qui n'arrivent pas à cumuler plus de 25 heures par semaine afin de gagner un salaire suffisant pour bien vivre. De plus, toute tentative pour négocier ou faire pression pour améliorer leurs conditions est rendue caduque par la structure d'octroi des contrats par les commissions scolaires qui, en favorisant systématiquement le plus bas soumissionnaire sans égard aux conditions de travail des conductrices et conducteurs, tirent inéluctablement leurs salaires vers le bas. Il en résulte même d'importantes difficultés de recrutement.

Plus d'un an après le dépôt du rapport final du Comité d'évaluation de l'emploi dans ce secteur, le gouvernement québécois refuse toujours d'en augmenter le financement afin d'améliorer les conditions de travail déplorables des conductrices et conducteurs. Les syndiqués de ce secteur se mobilisent donc à nouveau et nous invitent à participer activement à la campagne de signature de la pétition revendiquant au gouvernement des enveloppes budgétaires bonifiées, dédiées et fermées qui serviront à améliorer les conditions salariales des conductrices et des conducteurs de véhicule scolaire.

ATTENDU QUE plusieurs centaines de membres d'une grande majorité de syndicats du secteur ont manifesté leur volonté de poursuivre une campagne de mobilisation afin d'obtenir du gouvernement des actions efficaces et contraignantes pour rehausser les conditions de travail des conductrices et de conducteurs de véhicules scolaires;

IL EST PROPOSÉ :

QUE le Conseil Central du Montréal Métropolitain-CSN invite les délégué-es et ses syndicats affiliés à appuyer la lutte des syndicats du secteur du transport scolaire de la FEESP-CSN et invite ses membres à faire circuler la pétition demandant au gouvernement d'augmenter le financement du transport scolaire.

La proposition a été adoptée à l'unanimité par le Conseil Central du Montréal Métropolitain-CSN le 6 décembre dernier.

ENTENTE DE PRINCIPE CHEZ TRANSCO MONTRÉAL

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons qu'une entente de principe est survenue entre le Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Transco-CSN et l'employeur – suite à une grève de deux jours (30 et 31 janvier). L'adoption démocratique de l'entente par les syndiqué-e-s reste bien sûr à réaliser, mais il reste que les revendications des conductrices et conducteurs de ce secteur à l'égard du gouvernement québécois demeurent et notre appui est à cet égard important.

Nous vous invitons donc à venir signer la pétition au local du SPECA et à la diffuser autour de vous!

Le formulaire de la pétition :

<http://feesp.csn.qc.ca/sites/default/files/petitionsts.pdf>

Page Facebook d'appui :

<https://www.facebook.com/STS.FEESP.CSN/>

Nouveaux Cahiers
du socialisme

N° 19 • HIVER 2018

Lancement

- 16 février à 19 h
- UQAM, salle A-2860

Dans le cadre du Camp de formation
de **Lutte commune**

www.cahiersdusocialisme.org

SYNDICALISME



> institution ou
mouvement ?

SYNDICALISME

2^e camp de formation de Lutte commune

DU 16 AU 18 FÉVRIER

Par PHILIPPE DE GROSOBOIS
Enseignant en sociologie

Lutte commune est un collectif de militants syndicaux qui existe depuis 2015. Pour une deuxième année consécutive, un camp de formation se tiendra à l'UQAM. La première édition tenue en janvier 2017 avait suscité un vif intérêt: plus de 140 personnes avaient participé à la fin de semaine.

Le camp de formation a trois objectifs:

- outiller les militant.e.s, tant sur le plan des idées que sur le plan de l'organisation concrète;
- briser l'isolement des militant.e.s en permettant les échanges et la création de liens, loin des guerres de clocher et des rivalités syndicales;
- tenir des débats de fond sur des questions peu ou pas abordées dans les instances syndicales officielles.

En ouverture du camp, le dernier numéro des *Nouveaux Cahiers du socialisme* (qui porte justement sur le syndicalisme) sera lancé. D'ailleurs, trois membres du SPECA ont collaboré à ce numéro (Philippe Boudreau, Benoît Gaulin et moi-même).

Nous essayons d'avoir une diversité d'intervenant.e.s tout au long du camp, tant en termes de provenance syndicale, de genre que d'origine ethnique. Certains ateliers sont des formations, d'autres sont des panels, et d'autres encore sont des occasions de discuter en groupe.

La programmation est presque complétée. Pour le moment, seuls les titres des activités sont disponibles, mais bientôt, les noms des invité.e.s et un bref descriptif des activités sera en ligne.

Le camp est gratuit, mais on demande de s'inscrire à l'avance:

<http://luttecommune.info/inscription-camp-de-formation-2018/>

Pour consulter l'événement Facebook:

<https://www.facebook.com/events/562283744124517/>

L'HORAIRE

VENDREDI 16 FÉVRIER

Soirée de lancement du nouveau numéro des *Nouveaux Cahiers du socialisme* portant sur le syndicalisme

SAMEDI 17 FÉVRIER

9 h 30 Accueil des participant-e-s et mot de bienvenue

10 h *Choix 1*: Histoire critique du syndicalisme

Choix 2: Bâtir des solidarités entre syndiqué-e-s des services publics et usagers

13 h 30 *Choix 1*: Rapport sur l'état du syndicalisme au Québec

Choix 2: Préparer les négociations du secteur public 2020

15 h 45 *Choix 1*: Introduction à l'intersectionnalité

Choix 2: Le syndicalisme hors-la-loi: La limite des griefs, les grèves illégales et les modes d'organisations alternatifs

18 h *Soirée festive et solidaire au Pub l'Île Noire*

DIMANCHE 18 FÉVRIER

10 h *Choix 1*: Comment monter une campagne de mobilisation?

Choix 2: Syndicalisme et antiracisme

13 h *Choix 1*: Analyser les rapports de pouvoir et faire des stratégies pour influencer les structures syndicales

Choix 2: Syndicats et solidarité internationale

COMITÉ DE RÉDACTION DU SPECA-HEBDO:

THOMAS DUSSERT, CHRISTIAN
GOYETTE ET ELSA MYOTTE